

ABONNEMENT

Un an..... 13 fr.
Six mois..... 9 »
Trois mois..... 4 50

L'ÉCHO SAUMUROIS

INSERTIONS

Annonces, la ligne... » 20
Réclames, — .. » 30
Faits divers, — .. » 75

Journal Politique, Littéraire, d'Intérêt local, d'Annonces Judiciaires et d'Avis Divers

PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

L'Agence Havas, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, et 8, place de la Bourse, est seule chargée à Paris de recevoir les annonces pour le journal.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. Un trimestre commencé sera dû.

BUREAUX: 4 PLACE DU MARCHÉ-NOIR, SAUMUR

Les abonnements et les insertions doivent être payés d'avance.

SAUMUR 23 MAI

LA LIBERTÉ

On les croyait définitivement aplatis par la séance du 17 mai, dans laquelle M. Perier leur avait administré un si magistral renforcement. Erreur. Ces gens-là sont en caoutchouc perfectionné : dégonflés d'un côté, ils se rengouffent par l'autre extrémité. On peut même leur prêter la nature et la conformation physique des « aspics » dont les tronçons forment autant de nouveaux reptiles complets.

Donc, MM. les radicaux, si l'on en croit leur manifeste d'avant-hier, s'apprêtent à soumettre derechef le gouvernement, la Chambre et le pays à la question ordinaire, et même extraordinaire, de la politique religieuse, qui avait produit des résultats inattendus pour eux lors de sa première application.

C'est bien. Attendons le coup de vis final ; on verra qui la serrera, cette vis, et à qui on la serrera.

Tous les journaux sensés résumaient l'incident et la défaite des ergoteurs de la manière suivante :

« Pauvres radicaux ! »

Ils s'en prennent à tout le monde de leur mésaventure, à leurs orateurs qui auraient mal engagé le débat, au président du conseil qui abusa de ses avantages, qui écourta le débat et, en refusant de l'ajourner, empêchait un représentant autorisé du radicalisme de répondre au discours de M. Casimir-Perier. Donc, pour M. Pelletan et ses amis, la séance de jeudi ne compte pas et il leur faut un revanche. Des conciliabules ont été tenus pour préparer une interpellation nouvelle sur la politique religieuse du gouvernement. Il est vrai que, pour interpellier, il est nécessaire d'avoir au moins un prétexte. On en cherchera et qui cherche trouve, surtout en ce domaine. Est-il donc si difficile de découvrir quelques dénonciations de journaux radicaux à l'adresse de tels ou tels fonctionnaires ? On établira qu'on les a vus à la messe, ou qu'à leur défaut on y a vu leurs femmes et leurs domestiques. Eh faut-il davantage pour crier que nous revenons tout doucement au gouvernement des curés ?

MM. les radicaux se trompent s'ils espèrent donner ainsi le change à l'opinion publique. Celle-ci voit trop bien ce qui se passe pour prêter la moindre gravité à ces vaines accusations. Ce n'est pas de ce côté qu'elle aperçoit le véritable danger. Elle estime que la Chambre doit avoir autre chose à faire qu'à perdre son temps à ressasser un thème depuis longtemps épuisé. Les radicaux, nous n'en doutons pas, seront les premiers à crier, la session terminée, que la Chambre n'a rien fait, qu'elle gaspillait son temps en des bavardages de concierge. En vain le gouvernement et la majorité leur proposent qu'on en finisse une fois pour toutes avec les discussions stériles, pour entreprendre, enfin, les réformes pratiques d'ordre budgétaire ou social qu'on a promises au pays : c'est au gouvernement et à la Chambre que nos radicaux feront, à la fin, un grief irrémissible de l'obstruction qu'eux-mêmes auront apportée à tout travail utile et suivi.

» Chaque parti fait, il est vrai, la politique

qu'il peut, et le parti radical n'a pas le choix d'en faire une autre. La question cléricalle, c'est la dernière arme dont il puisse se servir, c'est le dernier article qui lui appartienne en propre. La révision ne peut plus lui rendre aucun service ; cette mèche s'est éteinte d'elle-même et il ne paraît pas qu'on puisse la rallumer de quelque temps.

En fait de réformes sociales, MM. Jaurès et Jules Guesde ont tout accaparé et il faut bien avouer qu'à côté des chefs et des programmes socialistes, les revendications du radicalisme politique paraissent fort timides ou fort insignifiantes. De ce côté, ils ne mènent plus, ils suivent, et ils suivent avec mauvaise grâce, des apôtres auxquels ils ne croient pas.

Voilà donc le radicalisme resserré et menacé d'annihilation entre les républicains de gouvernement desquels il tient à se distinguer et le groupe socialiste avec lequel il ne voudrait pas être confondu. Ils s'agitent donc, pour convaincre les autres et se convaincre eux-mêmes qu'ils vivent encore, et ils se cherchent une raison d'être, qu'ils ne découvriront jamais.

Voilà pourquoi l'on ne doit pas s'inquiéter de la nouvelle interpellation dont M. Pelletan et ses amis menacent le gouvernement et la Chambre. Ce sera tout simplement de la salive perdue.

Maintenant, à quand la représentation de la nouvelle comédie ?

Rassurez-vous. On ne la jouera pas. La menace d'une seconde interpellation est tout simplement la dernière cartouche brûlée dans la déroute.

D'ailleurs, il y a mieux.

M. Guesde, qui accapare toutes les vieilles panacées, comme il veut absorber toutes les gloires, pose sur l'épiderme de la Chambre une ventouse déjà fatiguée, mais rafistolée, réparée à neuf pour la circonstance :

La journée de huit heures et la semaine de six jours.

Rien qu'un mot à ce sujet.

S'il survient, dans une usine, une poussée, une besogne urgente, amenant un surcroît de piochage, le patron et les ouvriers devront-ils décliner cette besogne parce que son exécution empiètera sur les huit heures et la semaine de M. Guesde ?

Y aura-t-il une pénalité pour l'infraction à la loi Guesde ?

Ce serait drôle si l'on infligeait au contrevenant une amende d'un ou de plusieurs jours de travail !

Dieu disant à l'homme : « Travaille ! » et M. Guesde disant au même homme : « Ne travaille point ! », ne trouvez-vous pas cela prodigieux ?

La liberté des croyances, des consciences, la liberté du travail, « la liberté d'être libres », qui donc nous les donnera une bonne fois pour toutes ???

Les Bons du Trésor

Par décision du ministre des finances en date du 21 mai 1894, l'intérêt attaché aux bons du Trésor a été fixé, à partir du mardi 22 mai inclusivement, à 1 1/4 0/0 pour les bons de trois à six mois.

LA CHAMBRE

Séance du mardi 22 mai

Chute du Ministère

Nous résumons la séance.

M. Salis questionne le ministre des travaux publics sur le refus des compagnies de chemins de fer de permettre à leurs ouvriers et employés de se rendre au congrès national de la Fédération des ouvriers de chemins de fer.

C'est la quatrième fois que ce congrès a lieu. Jusqu'ici on avait permis aux ouvriers et employés de s'y rendre. Le ministre a promis d'intervenir auprès des compagnies. Quel a été le résultat de son intervention ?

M. Jonnart, ministre des travaux publics, répond.

Le gouvernement ne peut pas agir officiellement auprès des compagnies ; il leur a demandé ce qu'elles comptaient faire pour permettre aux ouvriers de discuter leurs intérêts. Elles ont répondu qu'elles examineraient dans quelles mesures les congés pourraient être accordés sans nuire aux intérêts du service.

Le ministre estime, en effet, qu'elles ne doivent se préoccuper que des besoins du service ; sans porter aucune entrave à l'exercice du droit des ouvriers de discuter en commun leurs intérêts. Il soutient que les employés de l'Etat ne peuvent se syndiquer sans méconnaître et détruire toute discipline.

M. Jourde demande à transformer la question en interpellation. Il réclame la discussion immédiate, le congrès des ouvriers de chemins de fer ouvrant jeudi matin.

Le gouvernement accepte la discussion immédiate.

M. Jourde a la parole.

Il s'agit de 300,000 ouvriers qui nomment 180 délégués pour discuter en congrès leurs intérêts.

Les compagnies de chemins de fer cherchent tous les prétextes pour entraver le fonctionnement d'un syndicat qui les offusque. Il faut que cette situation cesse et que l'Etat donne l'exemple.

M. Millerand appuie M. Jourde.

Il est inadmissible que la mise en congé de 180 employés sur 300,000 puisse nuire au service ; c'est un moyen de couvrir l'arbitraire.

On vient d'apporter à la tribune une théorie inouïe sur l'inapplicabilité de la loi de 1884 aux employés de l'Etat. On oublie qu'il admet les syndicats des employés des manufactures.

L'orateur veut savoir si la Chambre s'associe à une semblable théorie et dépose un ordre du jour ainsi conçu :

« La Chambre invite le ministre des travaux publics à faire respecter par les compagnies des chemins de fer, en première ligne par l'administration des chemins de fer de l'Etat, la loi sur les syndicats professionnels, et passe à l'ordre du jour. »

M. Jonnart répond que la constitution d'un syndicat aboutirait à permettre aux employés des chemins de fer de discuter leurs salaires avec les représentants de l'ensemble des contribuables français.

M. de Ramel croit qu'il n'y a pas lieu de considérer les ouvriers des chemins de fer de l'Etat comme des fonctionnaires et il dépose l'ordre du jour suivant :

« La Chambre, considérant que la loi de 1884 s'applique aux ouvriers des exploitations de l'Etat aussi bien qu'aux ouvriers des autres exploitations privées, passe à l'ordre du jour. »

L'ordre du jour pur et simple est demandé au centre.

M. Casimir-Perier déclare que le gouvernement repousse les deux ordres du jour motivés.

A la majorité de 265 voix contre 225, l'ordre du jour pur et simple n'est pas adopté.

Les membres du gouvernement quittent la salle des séances.

On met aux voix la priorité demandée pour l'ordre du jour de M. Millerand.

Elle est repoussée par 240 voix contre 224.

On vote sur l'ordre du jour proposé par M. de Ramel.

A la majorité de 251 voix contre 223, l'ordre du jour de M. de Ramel est adopté.

M. de Douville-Maillefeu demande que la Chambre s'ajourne à jeudi en huit.

Dans les bonnes maisons, dit-il, on donne huit jours aux serviteurs. Il est convenable d'en donner quinze au gouvernement pour se reconstituer, s'il est nécessaire.

La proposition de M. de Douville-Maillefeu n'est pas adoptée.

La Chambre s'ajourne à lundi.

Qui s'attendait à la culbute ? Personne, pas même ceux qui l'ont provoquée.

OPINION GÉNÉRALE : Voilà un rude atout dans le jeu de M. Casimir-Perier pour sa candidature à la présidence de la République.

DÉMISSION DU CABINET

A la suite du vote par lequel la Chambre a adopté l'ordre du jour de Ramel, les ministres se sont rendus à l'Élysée pour remettre leur démission au Président de la République.

INFORMATIONS

La crise serbe

Le calme est complet en Serbie. Il y a eu, dans plusieurs parties du royaume, de grandes manifestations de joie. Le roi a reçu un grand nombre de télégrammes l'assurant de l'attachement de la majorité de la nation.

Les chefs des radicaux modérés avouent que le parti radical est incapable de rien faire maintenant.

La répression de l'exploitation de l'enfance

M. Georges Berry a déposé hier une proposition de loi tendant à la répression de l'exploitation de l'enfance par les mendiants et autres gens sans aveu.

Enfin M. Berry demande que les enfants qui auraient été pris travaillant pour le compte de mendiants et de gens sans profession avouable soient envoyés d'office dans un asile d'enfants assistés.

Sa proposition a été renvoyée à la commission chargée d'examiner les projets tendant à la suppression de la mendicité.

Déchéance et inéligibilité

M. Jules Brice, député de Meurthe-et-Moselle, vient de déposer, sur le bureau de la Chambre, le projet de loi suivant qui vise les réélections provocatrices répondant, comme un défi, aux invalidations d'élections scandaleuses :

